

Initiative communiste - mensuel
du

Pôle de Renaissance Communiste en France

(Abonnement annuel: 24€)

PRCF



Accès en un clic

Colloque pour le centenaire de l'Internationale Communiste Paris 30 mars 2019 de 14h à 17h30



L'invitation sera délivrée sur inscription, par courriel adressé à prcf@orange.fr

Le colloque, sur invitation, se tiendra à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 PARIS, métro Alexandre Dumas, L. 2, en présence d'un représentant de l'Ambassade du CUBA et de plusieurs invités étrangers.

Déclaration du PRCF

2019, c'est les 100 ans de l'Internationale Communiste. Les travailleurs, les peuples du monde entier savent ce qu'ils doivent à l'Internationale Communiste dont personne n'ignore le mot d'ordre : « *Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés du monde entier, unissons-nous !* »

Un mot d'ordre qui doit se conjuguer au présent et dans l'action. C'est dans cet esprit que les militants communistes avec le PRCF annoncent l'organisation d'un événement le 30 mars non pas pour célébrer, mais pour faire vivre l'internationale communiste, à Paris

[Lire la suite de l'article](#)

Pour rendre sa souveraineté au peuple français

**la France doit sortir de l'euro, de l'UE et de l'OTAN
par la voie progressiste et révolutionnaire !**



Par **Georges Gastaud**, philosophe, auteur de *Marxisme et universalisme* (Delga),
Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris VII Denis Diderot,
Fadi Kassem, professeur agrégé d'histoire, militants du *Pôle de Renaissance Communiste en France*

Traité germano-français d'Aix-la-Chapelle, Lettre d'E. Macron aux citoyens d'Europe, réponse cinglante de la future chancelière allemande à Macron... ou comment l'impérialisme allemand humilie ouvertement son petit collaborateur élyséen.

Pour rendre sa souveraineté au peuple français, construire des relations fraternelles entre peuples allemand et français et rouvrir la route du progrès social, de la démocratie et de la paix en Europe, **la France doit sortir de l'euro, de l'UE et de l'OTAN par la voie progressiste et révolutionnaire !**

Sitôt promu lauréat du *Prix Charlemagne* à Aix-la-Chapelle, **le chef de l'Etat français a signé, sans le moindre débat public préparatoire, un nouveau Traité franco-allemand qui vise moins, selon ses propres termes, à renforcer l'amitié entre les deux peuples qu'à précipiter l'intégration franco-allemande.** Cet effarant « traité » transformant la France en zone « frontalière » de l'Allemagne, dont la germaniste Yvonne Bollmann vient de décrire les minutieux préparatifs allemands, unilatéraux, depuis 2016 (1), crée notamment **une Chambre franco-allemande des députés** qui est notamment chargée de « faire converger » les deux pays sur tous les terrains, économique, culturel et institutionnel. Dans les conditions du criant déséquilibre actuel entre Allemagne et France, ce traité signifie surtout **l'accélération brutale de l'alignement français sur l'« ordo-libéralisme » à l'honneur outre-Rhin.** Sous couvert d'intégration européenne et de rapprochement franco-allemand, la signature du traité annonce un **puissant coup d'accélérateur aux contre-réformes qu'avait déjà préparé la phrase effarante prononcée par E. Macron au Conseil européen de Bruxelles (23 mars 2018) « Les réformes entreprises en France sont ce que nombre de nos partenaires, et en particulier l'Allemagne, attendaient depuis de nombreuses années, et à juste titre ».** Cela se traduit ainsi...

- **sur le terrain social** : par la privatisation d'EDF, de la SNCF, des aéroports, casse des retraites par répartition, des statuts publics et du Code du travail issus la Résistance ;
- **sur le plan institutionnel** : par la désarticulation de la République une, laïque et indivisible, et aussi par la résorption des 36 000 communes de France au profit des « métropoles » et de la régionalisation à l'allemande

[Lire la suite de l'article](#)

LE RÉGIME MACRON PRÉFÈRE STRANGULER LES LIBERTÉS PLUTÔT QUE DE RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS DE JUSTICE SOCIALE ET DE SOUVERAINETÉ POPULAIRE

Déclaration de: **Léon Landini**, président du PRCF
Georges Gastaud, secrétaire national
19 mars 2019

Le PRCF condamne la nouvelle escalade liberticide et fascisante d'un pouvoir macronien. De plus en plus honni par le peuple travailleur, ce pouvoir des Macron, Castaner et autre Benalla est ouvertement aiguillonné contre le mouvement populaire des Gilets jaunes par Berlin et par toute la droite versaillaise, des chefs LR aux aboyeurs permanents du *Point* et de *Valeurs actuelles* : interdiction gouvernementale de manifester au moindre soupçon de violence « possible », traçage des manifestants censément violents par ADN (plus la moindre référence au pouvoir judiciaire...), nomination d'un préfet de police connu pour sa volonté d'en découdre avec un maximum de brutalité, sans parler de la criminalisation de l'ensemble des manifestants en Gilet jaune, du matraquage d'un député de la France insoumise, du recours désormais officiel aux troupes militaires de « Sentinelle », de la qualification d' « émeutiers » pour désigner les gilets jaunes et du réemploi prévu d'armes éborgneuses qui ont déjà mutilé des GJ parfaitement pacifiques comme Jérôme Rodriguez.

Il ne s'agit certes pas de justifier les exactions aveugles de certains individus dont on se demande bien qui les commande. Encore moins de disculper l'équipe au pouvoir, aussi incompétente qu'arrogante et antidémocratique. **Mais surtout, il faut revenir au fond** : cela fait des dizaines d'années, et plus encore depuis le Traité de Maastricht de 1992 parrainé par Chirac et Mitterrand, que notre peuple est agressé sans trêve, au nom de la sacro-sainte « construction » euro-atlantique du capital, avec son cortège sans fin de délocalisations industrielles, de casse sociale sans fin, de privatisations des services publics, de recul du pouvoir d'achat populaire, de misère, d'inégalités et de chômage de masse, de démontage du logement social et de

[Lire la suite de l'article](#)

LIBEREZ



**GEORGES
ABDALLAH !**

**Signez la pétition
Cliquez ici**

**Seule la signature du Ministre de l'Intérieur
de l'Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF)
manque à la LIBÉRATION du plus vieux
PRISONNIER POLITIQUE d'Europe..... 35 ans !!!
(Mandela 27ans et 6 mois)**



René Barthes

La révolution cubaine

Georges Gastaud
Les marxistes doivent cultiver leur Chardin

Michel Cohen
Libre échange protectionnisme et impérialisme

Fadi Kassem
Avec Macron l'accélération de la fascisation en marche!



janvier 2019 - n°42

duetnant au hasard des guerres balkaniques et mondiales. Des familles se trouvaient ainsi divisées entre les trois états. Cette configuration évolua cependant dans le cadre de la nouvelle Yougoslavie socialiste d'après la Seconde Guerre mondiale, quand les Macédoiens se virent offrir une république fédérée à part entière.

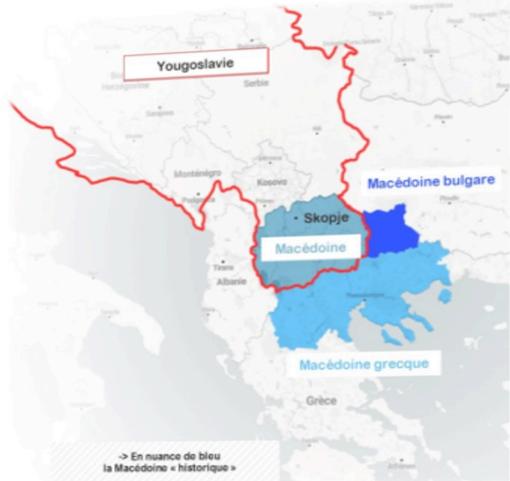
¹En 1947, le secrétaire général du Comité central avait proposé l'égale répartition pour les Macédoiens de Grèce et les Grecs.

²On comptait jusqu'à 20 % de Macédoiens parmi les combattants de l'Armée démocratique grecque, alors qu'ils ne représentaient que 5 % de la population totale du pays.

³K. Kiseljovski, *Epizodot Del na Makedonija* (1913-1918), Kultura, 1993, p. 56. Skopje

À la fin de la guerre, les Anglo-Américains se retournèrent contre l'Armée de libération (ELAS), qui avait pourtant mené la lutte face à l'invasisseur nazi, et dans laquelle les communistes jouaient un rôle prépondérant.

comme l'épique Vera Foteva, résistante de la première heure, maintes fois décorée pour fait de guerre : « En sa Patrie communiste, car il était le seul parti, même avant la guerre, à nous reconnaître comme un peuple à part entière. » Pour le professeur Stojan Kiseljovski de l'Institut d'histoire nationale de Skopje, lui-même ancien « enfant-téflugié » : « La collaboration politique entre les deux mouvements politiques était basée sur l'intérêt national et de classe (pour les Macédoiens) et l'intérêt de classe (pour le PCG) ».



La décision d'envoyer les enfants à l'étranger

Les parents résistants ayant pris le maquis, demeurait le problème des enfants restés au village. Peinant à faire face à l'armée gouvernementale soutenue par les Anglo-Américains, lesquels expérimentèrent à cette occasion l'utilisation du napalm, l'Armée Démocratique Grecque commençait à envisager la perspective d'une défaite et mit au point une stratégie de repli. C'est dans ce contexte qu'il fut décidé en mars 1948 que les enfants des combattants seraient déplacés à l'étranger en attendant des jours meilleurs.

Pour Kiseljovski : « Quand les combats devinrent sanglants, le problème des enfants se fit de plus en plus pressant. Ils avaient besoin de logs et nourriture. Le Parti communiste prit la décision, après consultation préalable avec pays de l'Est, d'emmener les enfants dans ces pays que l'on appelait alors démocraties populaires. Parmi les raisons, il y avait deux principales. Il y avait un gros problème de manque de cadres de réserve dans l'armée républicaine. Il

fallait du sang neuf pour poursuivre la guerre, les parents devant avoir les mains libres pour pouvoir combattre sur le front. La seconde raison était que le Parti communiste avait anticipé la défaite militaire, mais espérait toujours la victoire politique. Il fallait des cadres pour l'avenir, et par conséquent il s'imposait de les éduquer pour qu'ils soient de futurs bons camarades. »

La Terreur blanche sévissait plus que jamais en Grèce. Toujours d'après Kiseljovski, « tous ceux arrêtés et jugés se voyaient poser la question du PC sur la Macédoine ? » S'ils répondaient par l'affirmative, ils étaient fusillés. (...) Les mères ne voulaient pas donner leurs enfants, mais estimaient qu'il était mieux qu'ils soient vivants, même loin, que morts ici. Nous ne savions pas ce que l'avenir nous réservait. »

Frederika de Hanovre et ses frères font partie des jeunes filles hitlériennes dans les années 30.

Il y avait une autre raison encore : Frederika, reine de Grèce, explique dans ses mémoires comment, dans le cadre d'une campagne organisée dès 1947, elle envoyait des dames de la haute société à dos d'âne, escortées par des gendarmes, faire le tour des villages de la Grèce du Nord pour s'emparer des enfants, souvent dépourvus de leurs parents partis combattre ou internés dans des camps sur les îles grecques. Dans un premier temps, ceux-ci étaient regroupés dans des camps, puis envoyés dans des orphelinats au sud du pays. Certains, par ailleurs, auraient été placés dans des familles grecques « sûres » : il s'agit là d'une des zones d'ombre de la Guerre civile⁴. Anciennement membre d'une branche des Jeunesses hitlériennes, Frederika voulait en faire de « vrais » Grecs (ni macédoiens ni communistes). Il y eut jusqu'à 18 000 enfants dans ces internats qui, pour la plupart, furent fermés dès 1950, mais des écoles techniques royales avaient pris le relais en 1949 pour assurer la continuité afin de « rééduquer » les adolescents. Dans les villages, on allait jusqu'à cacher les enfants dans les coffres, les armoires et même les fours pour qu'ils ne soient pas remarqués par les gendarmes.

⁴Des milliers de Grecs sont considérés qu'ils furent adoptés en Grèce ou à l'étranger, dont 2000 aux États-Unis, pendant ou juste après la Guerre civile, alors que leurs parents eussent bien voulu et sans leur permission.



ÉTINCELLES 127

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

- Non abonné, je désire recevoir le prochain numéro d'Étincelles soit 6,50 € (étudiants ou chômeurs: 4,50 €)
- Abonnement 4 Numéros (3 numéros par an) à partir du n° : (précisez) soit 24 € (étudiants ou chômeurs: 16 €)
- Réabonnement 4 Numéros (3 numéros par an) en versant €. (étudiants ou chômeurs: 16 €)
- Je contribue au développement d'Étincelles en versant €.

Coordonnées:

Nom : Prénom :
Adresse :
Code Postal : [] [] [] [] Ville :
Courriel :

Chèque à l'ordre du PRCF – à adresser à **Annie Crovisier – 10 rue Grignard – 62300 LENS**

Le PRCF avec 62 partis communistes du monde entier dénonce l'intervention impérialiste au Venezuela



Nous, Parti communiste et ouvrier du monde, dénonçons résolument les projets impérialistes, les tactiques de sape et les menaces lancées par les États-Unis, l'Union européenne et leurs gouvernements alliés en Amérique latine, dans le but de renverser le président du Venezuela légalement élu, Nicolas Maduro ; à soumettre le peuple du pays à ses intérêts impérialistes ; et à piller les ressources productives du pays.

Après l'échec de la provocation préparée par les États-Unis avec la marionnette des impérialistes Guaidó le 23 février aux frontières colombiennes, sous le prétexte d'une "aide humanitaire", de nouveaux scénarios sont proposés pour un coup d'Etat, voire une attaque militaire impérialiste, tout en continuant la effort pour organiser plus de provocations qui serviront de prétexte à l'escalade de l'intervention.

Nous condamnons fermement tout scénario de coup d'État et d'attaque militaire impérialiste des États-Unis et de leurs alliés !

Nous déclarons de manière décisive qu'ils trouveront contre eux non seulement le peuple du Venezuela, mais aussi les partis communistes et ouvriers, la classe ouvrière et le mouvement populaire dans le monde entier !.....

[Lire la suite de l'article](#)



Abonnez-vous à Initiative Communiste ! Journal mensuel du PRCF

- Offre découverte : 3 mois GRATUITS sans aucune obligation d'achat!!!
- 1 an, 10 n° : 24 € (19 € chômeurs / étudiants)
- 6 mois : 12 € (10 € chômeurs / étudiants)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : Courriel :

Signature :

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIÉVIN Cedex

Macron et sa destructive « UE » cassent la France et ses acquis sociaux abstention citoyenne aux élections européennes ! Unité dans les luttes !

Déclaration du secrétariat national du PRCF
21 février 2019

Le 29 mai 2005, 55% des Français, dont 80% des ouvriers et 65% des 18/25 ans, ont dit NON à la Constitution de l'Europe supranationale.

Et pour cause : depuis ses origines, et plus encore depuis le Traité de Maastricht imposé par Chirac et Mitterrand (de justesse : 51% des voix, le PCF et la CGT ayant appelé à voter contre en 1991), la « construction » européenne n'a apporté que du malheur à la France populaire : *délocalisation industrielle massive, Alstom ou Airbus livrés au capital allemand, privatisation galopante du service public, austérité salariale et casse des acquis (retraites, sécu...)* tout en dopant les inégalités et les superprofits du CAC-40. Résultat : la France vit une crise sans précédent que révèle le courageux mouvement des Gilets jaunes.

Or les gouvernants maastrichtiens successifs, Sarkozy, Hollande, Macron, ont violé le Non français à la constitution européenne, à l'exemple de la « City » qui torpille le Brexit voulu par les ouvriers britanniques. En France, la droite et le PS, Macron inclus, ont imposé le Traité de Lisbonne, condensé de la constitution européenne, et Macron veut formater nos enfants en affichant dans chaque classe le drapeau européen anti-laïque (c'est un symbole religieux)!

Et ce n'est pas tout. Bafouant la Constitution, Macron, le petit commis de Merkel et de Trump, veut substituer à la « souveraineté nationale » une « souveraineté européenne » et une « armée européenne », sans parler du traité d'Aix-la-Chapelle qui soumet encore plus la France à l'Allemagne capitaliste, vraie patronne de l'UE. Si nous ne mettons pas le holà à l'euro-désintégration de notre pays, il ne restera bientôt plus rien de la France républicaine issue de la Révolution française, du Front populaire et du Conseil National de la Résistance.



[Lire la suite de l'article](#)

DEFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE



Un manifeste pour stopper le linguicide organisé du français

-480e anniversaire de l'ordonnance de Villers Cotterêts-

Basculement de la France au tout-anglais,
linguicide organisé du français :

ENSEMBLE, NOUS ACCUSONS !

C'est un appel à l'action pour la diversité linguistique, que lancent ensemble plus de 100 intellectuels, militants des associations de défense de la langue française, syndicalistes, élus et militants d'associations et partis politiques de toute la France et de la francophonie en ce 480e anniversaire de l'ordonnance de Villers. Un appel pétition que tous ceux qui parlent français, tous ceux qui se préoccupent de la diversité linguistique et s'inquiètent du tout anglais imposé par Wall Street & Cie, quelles que soient leurs langues, devraient immédiatement partager et relayer.

Dans le silence complice des grands médias, l'entreprise visant à marginaliser notre langue en tous domaines, à lui substituer l'anglo-américain de la mondialisation financière (le globish), à refouler peu à peu la « langue de la République » (art. II de la Constitution) dans l'espace « domestique », est en passe de franchir un seuil potentiellement irréversible. Ce basculement s'opère sous l'impulsion de l'oligarchie financière et sous l'égide du pouvoir politique à sa dévotion.

Pour ne prendre que deux exemples qui font suite à la Loi Fioraso de 2013 (officialisation par le gouvernement Hollande de l'enseignement en anglais à l'Université) 1,

- Renault et PSA viennent illégalement de basculer toute leur documentation technique interne à l'anglais et des pressions s'exercent sur certains ingénieurs de PSA pour qu'ils consentent à travailler désormais en anglais en France même.....

[Lire la suite de l'article](#)



CAFE marxiste

histoire, économie, philosophie

**Samedi 6 Avril
16h/18h**

- Annie LACROIX-RIZ -

DES ORIGINES DE L'UNION EUROPÉENNE AU TEMPS PRÉSENT

Au lancement publicitaire du Plan Marshall (discours Marshall du 5 juin 1947 à Harvard) en faveur de « l'organisation de l'Europe », puis la CECA des années 1950, la propagande euro-américaine exaltait l'Europe « occidentale » libre, nouvelle, démocratique, et promettait la paix perpétuelle contre la vilaine URSS et les « marchand de canons ».

Grossie des dépouilles de l'ancienne Europe orientale socialiste, l'Union européenne est désormais rejetée par tous les peuples, et les conflits inter-impérialistes atteignent la violence de ceux qui ont précédé 1914 et 1939. La légende déplore désormais la malheureuse « dérive » d'un si beau projet, « social » et « pacifique », et jure de la corriger : convergent sur ce point aujourd'hui comme hier les héritiers officiels des « pères de l'Europe » Monnet et Schuman, et ceux de la « gauche » pro-européenne qui jurent, pour la énième fois (comme Tsipras avant 2015), d'améliorer les traités ou de les renégocier.

Mieux vaut en revenir à l'histoire de cette vieille initiative réussie des impérialismes dominants, américain et allemand, agréée par les impérialismes dominés, français en tête. Car elle date, non de 1945, mais des lendemains de la Première Guerre mondiale. Ainsi pourra-t-on traiter, le 6 avril, des chances nulles de transformer la chose des grandes banques internationales en entreprise de bonnes œuvres « sociales » et de l'urgence d'en sortir...



Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 7-Denis Diderot

Auteur, notamment, de :

Aux origines du carcan européen (1900- 1960). La France sous influence allemande et américaine

Paris, Delga-Le temps des cerises, 2016

Les élites françaises entre 1940 et 1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine

Paris, Dunod-Armand Colin, 2016

La non-épuración en France (1943-1950)
à paraître, Paris, Dunod-Armand Colin, août 2019

Diane GILLIARD

Joëlle FONTAINE



Prochainement

GEORGES GASTAUD
LUMIÈRES COMMUNES

traité de philosophie
à la lumière
du matérialisme dialectique

Fin(s) de l'histoire est le tome V de Lumières communes, traité de philosophie générale à la lumière du matérialisme dialectique (Delga, 2016). Ce tome final traite de l'approche matérialiste du sens et plus généralement, de la praxis (théorie politique, éthique), de la démarche marxiste en esthétique et de ce que l'auteur nomme « sagesse de la révolution ». Considéré dans son ensemble, Lumières communes invite à reconstituer l'hégémonie culturelle progressiste sur la base d'une conception rationnelle renouvelée de la nature, de l'histoire et de la subjectivité

30€



editionsdelga.fr

TOME V

fin(s) de l'histoire
approche marxiste
des « valeurs »



Editions Delga



PRCF

Adhérez au Pôle de Renaissance Communiste en France

- Pour abattre l'Europe du capital et ses politiques d'austérité,
- Pour une gauche populaire totalement indépendante du PS,
- Pour restaurer l'indépendance nationale et les conquêtes du CNR,
- Pour le Frexit progressiste et la révolution socialiste,
- Pour faire renaître un vrai parti communiste au service de la classe ouvrière,

Bulletin d'adhésion au Pôle de Renaissance Communiste en France



PRCF



JRCF

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Tél. :

Courriel :

J'ai moins de 30 ans, je serai membre de la Commission Jeunesse du PRCF

Fait à : le : / / Signature :

A retourner à Jany Sanfelieu 6 rue Bailly 89700 DANNEMOINE Tél : 03 86 55 52 35



MACRON

REPRESSION

EXPLOITATION

TERRORISM

ANARCHY

RESISTANCE !

**Initiative
Communiste.fr**



PRCF